

Le localisme face aux crises liées à la Covid-19 : les défis sociétaux de l'agriculture française pour une alimentation durable et une santé globale

Anthony Tchékémian

DANS **ENVIRONNEMENT, RISQUES & SANTÉ** 2022/5 (VOL. 21), PAGES 367 À 374
ÉDITIONS **JOHN LIBBEY EUROTTEXT**

ISSN 1635-0421

DOI 10.1684/ers.2022.1679

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-environnement-risques-et-sante-2022-5-page-367.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour John Libbey Eurotext.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Le localisme face aux crises liées à la Covid-19 : les défis sociétaux de l'agriculture française pour une alimentation durable et une santé globale

ANTHONY TCHEKEMIAN

Maître de conférences
en géographie humaine
(CNU 23-24)
UMR 241 Ecosystèmes
Insulaires Océaniques (EIO)
UMR 228 Espace
pour le Développement
(ESPACE-DEV)
Université de la Polynésie
Française
Département des lettres,
langues et sciences
humaines
BP 6570 - 98702 Faa'a
Tahiti – Polynésie française
<anthony.tchekemian@upf.pf>

Tirés à part :
A. Tchekemian

Résumé. La pandémie de coronavirus, déclarée le 11 mars 2020 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), conduit à penser que d'autres agents pathogènes pourraient se propager dans les années à venir. La mondialisation des échanges peut donc transformer une épidémie localisée en pandémie, non sans remettre en cause les habitudes alimentaires et culturelles des populations locales. Au-delà des aspects sanitaires, la pandémie de la Covid-19 invite à réfléchir aux conséquences de la mondialisation, car elle s'inscrit dans un faisceau de crises actuelles et à venir : économique, sociale et environnementale. Une campagne sanitaire, permettant d'éradiquer une telle pandémie, est en effet coûteuse ; les entreprises subissent le ralentissement de l'activité, ce qui entraîne une récession économique, malgré les aides engagées par les États. Les causes structurelles de cette pandémie incitent à repenser, notamment, la sécurité alimentaire et sanitaire sur le long terme. La crise révèle les fragilités des chaînes de valeurs internationales à flux tendus qui, depuis une trentaine d'années, structurent le processus de mondialisation.

Mots clés : pandémie ; crises ; alimentation ; santé ; agriculture ; durable.

Abstract

Localism in light of the COVID-19 crisis: the societal challenges facing French agriculture for sustainable food and global health

The coronavirus pandemic, declared on 11 March 2020 by the World Health Organization, suggests that other pathogens could spread in the coming years. The globalisation of trade can transform a localised epidemic into a pandemic, while calling into question the dietary and cultural habits of local populations. Beyond the health aspects, the COVID-19 pandemic invites us to reflect on the consequences of globalisation, as it is part of a number of current and future economic, social and environmental crises. A health campaign to eradicate pandemics such as this is costly; companies are suffering from the slowdown in activity, leading to an economic recession, despite aid provided by States. The structural causes of this pandemic encourage us to rethink food and health security in the long term. The crisis reveals the fragility of the international just-in-time value chains that have structured the globalisation process over the past 30 years.

Key words: pandemic; crises; food; health; agriculture; sustainable.

Modifications des écosystèmes et zoonoses dans l'Anthropocène

La pandémie de coronavirus, déclarée le 11 mars 2020 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), conduit à

penser que d'autres agents pathogènes pourraient se propager dans les années à venir. Depuis le XXI^e siècle, trois épidémies mortelles sont en effet survenues : celles-ci se sont toutes propagées des animaux vers les communautés humaines. Le syndrome respiratoire aigu sévère ou SRAS-CoV (2003), celui du Moyen-

Article reçu le 9 décembre
2021, accepté le 11 avril 2022

Pour citer cet article : Tchekemian A. Le localisme face aux crises liées à la Covid-19 : les défis sociétaux de l'agriculture française pour une alimentation durable et une santé globale. *Environ Risque Santé* 2022 ; 21 : 367-74. doi : 10.1684/ers.2022.1679.

Orient ou MERS-CoV (2012) et le SRAS-CoV-2 (2019) proviennent d'habitats naturels régionaux et passent aux êtres humains par des animaux sauvages (singes, porcs, dromadaires, moustiques, etc.) : 60 % des maladies infectieuses mondiales sont en effet zoonotiques¹. La chaîne de transmission se développe ensuite entre les humains ; l'épidémie se diffuse à travers des réseaux organisés : voies de communication entre les espaces ruraux et urbains, transports de marchandises et de personnes aux échelles locales et internationales.

Dans de nombreuses régions du monde, notamment en Asie et en Amérique latine, les fortes densités de population poussent à l'extension des espaces cultivés. Gagnées par l'anthropisation, ces nouvelles terres agricoles² deviennent des points de contact entre la faune sauvage, les animaux d'élevage et les êtres humains, ce qui accroît l'échange d'agents pathogènes. On établit dès lors un lien entre la déforestation, le développement de l'agro-industrie (grands élevages, appauvrissements génétiques, monocultures)³ et l'émergence de maladies infectieuses [3]. Ainsi, les maladies forestières ne sont plus stoppées par les écosystèmes ni freinées par les populations installées dans l'arrière-pays. Sans ces pare-feux immunitaires, les épidémies gagnent les grandes villes, se propagent et durent dans le temps. À ce sujet, il faut souligner le rôle de l'industrie agro-alimentaire, où, dans les élevages, les antibiotiques sont utilisés comme anti-infectieux pour éviter la propagation de bactéries, puis comme accélérateur de croissance. Cette pratique met à mal la santé des animaux, car elle favorise le développement de micro-organismes qui deviennent résistants aux antibiotiques. Les agents responsables de zoonoses d'origine agricole, favorisés plutôt par des facteurs humains, sont ainsi nombreux à entrer dans la chaîne alimentaire [4]. Les épidémies se diffusent du rural au périurbain, pour ensuite gagner les villes et les métropoles.

¹ Cf. site Internet de l'OMS, « Une seule santé » : <https://www.oie.int/fr/pour-les-medias/une-seule-sante/>

² Par exemple, dans l'Amazonie brésilienne, les éleveurs de bœufs étendent leurs pâturages, au détriment de la couverture forestière : déforestation, occupation des terres, utilisation de produits chimiques dans ces nouveaux pâturages et artificialisation des agroécosystèmes publics ou indigènes [1]. L'apparition de nouvelles maladies humaines, comme le coronavirus responsable de la Covid-19, est le résultat de l'anéantissement des écosystèmes, détruits pour faire place à des monocultures intensives industrielles [2].

³ Il n'est qu'à penser au soutien des multinationales envers les « Républiques du soja », telles qu'en Amérique du Sud, au Brésil, en Argentine, au Paraguay et en Bolivie, où le développement fulgurant de la culture du soja, essentiellement pour nourrir les élevages européens, a des conséquences dramatiques pour les communautés locales et l'environnement : déforestation, expulsions des peuples autochtones, spoliation des terres, jusqu'à l'assassinat d'opposants, recours massif aux produits chimiques et aux organismes génétiquement modifiés, monoculture, appauvrissement génétique où animaux et plantes ont des génomes proches.

La mondialisation accélère la propagation des virus

La mondialisation des échanges peut donc transformer une épidémie localisée en pandémie, non sans remettre en cause les habitudes alimentaires et culturelles des populations locales (consommation de viande de brousse, enterrement à domicile, etc.). Celles-ci peuvent alors se retrouver accusées de propager les virus. Prenons l'exemple, en Chine, de l'arrière-pays de Wuhan, agglomération tentaculaire de près de 11 millions d'habitants et épice de la pandémie de la Covid-19. La consommation d'animaux sauvages y perdure : ceux-ci sont vendus vivants sur les marchés, qui font également commerce de leur viande. L'intensification des échanges entre les populations urbaines et rurales accroît ces pratiques alimentaires, autrefois cantonnées aux campagnes⁴ désormais gagnées par l'urbanisation. La capture d'espèces sauvages n'est d'ailleurs pas circonscrite à l'échelle régionale, car les chasseurs s'aventurent de plus en plus loin pour répondre à une demande croissante, qui menace certaines espèces. Dans le cas de la Covid-19, le germe originel serait ainsi passé d'une chauve-souris au pangolin, puis à l'homme, pour produire un virus recombinant [5].

La Covid-19 menace plus particulièrement les populations considérées comme à risque : celles qui souffrent de diabète et d'obésité morbide, les femmes enceintes, ainsi que les personnes âgées, isolées ou en situation de précarité. En France, chez les sujets atteints de maladies chroniques, les mesures de confinement adoptées pour atténuer les effets meurtriers de la crise sanitaire ont, en outre, perturbé le suivi des traitements, entraînant une dégradation de leur état de santé. Ces patients ne sont pas plus susceptibles que d'autres de contracter la Covid-19 mais, dans leur cas, la maladie peut prendre des formes plus graves, voire mortelles. Pour ces personnes à risques, comme pour celles précarisées, la pandémie entraîne donc parfois une rupture des soins et du lien social, du fait de l'arrêt des services sociaux, des aides à domicile, des relations de voisinage, des visites familiales ou de bénévoles, etc. Les sujets valides, quant à eux, sont confrontés à l'angoisse de l'isolement, qui s'ajoute à la peur d'être contaminés par le virus : l'avenir peut alors leur paraître anxiogène.

Au-delà de ces aspects sanitaires, la pandémie de la Covid-19 invite à réfléchir aux conséquences de la mondialisation, car elle s'inscrit dans un faisceau de crises actuelles et à venir : économique, sociale et environnementale. De plus, cette pandémie a révélé les insuffisances

⁴ Certains animaux sont prisés dans la gastronomie ou la pharmacopée chinoise, mais d'autres sont consommés pour pallier les pénuries. Dans les années 1970, suite à l'échec des politiques collectivistes, les autorités chinoises ont encouragé l'élevage d'animaux sauvages (chauve-souris, serpents, civettes, etc.) pour pallier les disettes : <https://thefern.org/2020/03/can-asias-infectious-disease-producing-wildlife-trade-be-stopped/>

du système de santé français, comme le manque d'équipements dans les services de soins intensifs ainsi que de tests et de protections individuelles, les faibles effectifs du personnel soignant, la fermeture massive de lits d'hospitalisation, le paiement à l'acte, ouvrant le débat sur le *numerus clausus*... Elle a donc souligné les manques des politiques de santé publique et le sous-investissement dans les centres de soins, parfois négligés ou soumis à des logiques de rentabilité. Or la sécurité ne doit pas alterner entre contrôle sanitaire et économie. Une campagne sanitaire, permettant d'éradiquer une telle pandémie, est en effet coûteuse. Puis, certaines entreprises (excepté les domaines de la santé, de l'armement et du transport maritime, par exemple) subissent le ralentissement de leurs activités, ce qui entraîne une récession économique⁵, malgré les aides engagées par les États. Cependant, suite à la pandémie, les écarts se sont accentués, intensifiant la pauvreté dans le monde.

La pandémie accentue les inégalités sociales

Le récent rapport de l'*Oxford Committee for Famine Relief* (Oxfam) [6] révèle d'importants bénéfices, inégaux, en faveur de multinationales, comme Apple, Exxon Mobil, Total, Shell, Petrobras, Chevron, BP, etc. Ces entreprises ont majoritairement privilégié leurs actionnaires plutôt que leurs travailleurs, puisque globalement toutes « les sociétés qui figurent à l'indice [boursier] S&P 500 ont versé 9 100 milliards de dollars de dividendes à leurs riches actionnaires, soit plus de 90 % de leurs bénéfices réalisés au cours de cette période », et que « 400 millions de personnes, dont une majorité de femmes, ont perdu leur emploi » [7]. En quelques mois de pandémie, la fortune des milliardaires a davantage augmenté qu'au cours de la dernière décennie. Par exemple, en France, les cinq premières fortunes ont même doublé leur richesse. Ainsi, la pandémie a accentué les inégalités au sein de la population, puisque sept millions de personnes ont depuis besoin d'aide alimentaire pour vivre (soit 10 % de la population française) et 4 millions de personnes supplémentaires sont en situation de vulnérabilité en raison de la crise.

⁵ En France, au premier trimestre 2020, le PIB, déjà en baisse à la fin de l'année 2019, s'est effondré de 6 % en trois mois, lors de la crise sanitaire : la Banque de France a estimé que pour une semaine-type de confinement en avril 2020, la perte de PIB se situait autour de 27 % (selon le « Point de conjoncture » de la Banque de France, du 12 mai 2020, <https://www.banque-france.fr/statistiques/conjoncture/enquetes-de-conjoncture/point-de-conjoncture>). Après deux trimestres consécutifs de baisse, l'économie française est entrée en récession : les secteurs les plus touchés (notamment hôtellerie – restauration, aérien) affichent des baisses vertigineuses de leurs chiffres d'affaires (entre 80 % et 100 % de baisse), ce qui a pour conséquence des difficultés de trésorerie et des mesures de chômage partiel. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, une telle situation est inédite.

Les causes structurelles de cette pandémie, qui n'a rien d'une catastrophe naturelle inévitable, incitent à repenser la sécurité alimentaire et sanitaire sur le long terme, pour prévenir l'émergence de nouvelles maladies mortelles : « Les prendre en compte nous permet de comprendre quelle est la meilleure réponse en allant au-delà d'un simple redémarrage de l'économie qui est à l'origine des dégâts » [8]. En Italie, premier pays européen touché, la crise sanitaire s'est en outre transformée en crise sociale et alimentaire : des débuts de pillages de supermarchés ont été observés et des distributions de bons alimentaires organisées. Selon Coldiretti, le principal syndicat agricole italien, le nombre de bénéficiaires d'une aide pour se nourrir serait ainsi passé de 2,7 millions en 2019 à 3,2 millions en 2020⁶. Malgré le déconfinement, un retour au fonctionnement antérieur des circuits agroalimentaires internationaux semble peu probable à court terme. La crise sanitaire causée par la Covid-19 pourrait-elle alors influencer structurellement l'économie mondiale ? Sans imaginer qu'elle entraînerait une démondialisation, cette désorganisation des échanges pourrait-elle conduire à de plus graves crises sociales et alimentaires ?

Avec un effondrement du commerce mondial, analogue voire pire que celui causé par la crise de 2008, la fermeture des frontières et la déstabilisation des chaînes d'approvisionnement menacent la sécurité alimentaire et le pouvoir d'achat des populations. Face aux chocs économiques, aux conditions climatiques, à l'augmentation des coûts de production, de plus en plus de personnes peinent à se nourrir. Cette crise se développe dans toutes ses dimensions, en Amérique latine, sur le continent africain, au Proche-Orient, dans les pays en paix comme en guerre (territoires palestiniens, etc.). La crise révèle les fragilités des chaînes de valeurs à flux tendus qui, depuis une trentaine d'années, structurent le processus de mondialisation. Celle-ci se définit « comme un processus multidimensionnel concernant différents aspects de la vie des sociétés et des individus » [9]. La globalisation, quant à elle, « renvoie à la métamorphose d'un capitalisme émancipé du cadre national (ou postfordiste) et financiarisé » [9]. Cette notion de globalisation insiste donc sur le caractère intégré des activités humaines : mises en réseau, celles-ci s'inscrivent dans un ensemble structuré par la finance mondiale ; leur interdépendance les rend vulnérables au moindre événement.

La relocalisation, invoquée depuis quelques années par des acteurs régionaux, nationaux et de filières agricoles (producteurs, transformateurs, distributeurs), se présente à l'inverse comme un rempart aux crises. Pour ses apôtres, une économie plus locale sécuriserait les chaînes de valeur dans les domaines qu'ils jugent « stratégiques » [10], comme l'agriculture (souveraineté alimentaire) ou encore la santé (industrie pharmaceutique). Des politiques publiques adap-

⁶ Cf. site Internet du ministère de l'Économie et des Finances, « La lettre d'actualité en Italie. Edition spéciale Covid-19 » : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Articles/7fa27402-1935-4c40-93da-6396e0a970ca/files/df38bd9c-dbc9-4aac-9f88-34ba0d1f7e31>

tées permettraient une relocalisation dans ces secteurs, mais obligeraient à modifier les règles du commerce international et les politiques d'investissement. Dans le contexte de la Covid-19, l'État s'assurerait, par exemple, que les aides ou les appels publics ne serviraient pas à reconstruire le « monde d'hier », et qu'ils ne profiteraient pas aux entreprises produisant uniquement à l'étranger.

Le localisme en réponse aux crises

Dans l'étude prospective des conséquences de la pandémie sur les crises sociales et économiques futures, la « mondialisation » et la « globalisation » sont donc souvent évoquées avec des biais idéologiques. Ceux-ci se retrouvent dans les discours qui établissent un lien entre la pandémie et la crise environnementale qui lui préexistait. Les images inhabituelles, relayées par de nombreux médias, et montrant des animaux sauvages qui réinvestissent les espaces urbains vidés par le confinement, ou des baleines nageant au large de Marseille, peuvent être invoquées par les détracteurs des activités humaines jugées destructrices. Dans cette perspective, le confinement imposé a pu être présenté comme une opportunité pour réduire l'impact négatif des activités humaines sur l'environnement. Dès lors, on peut réfléchir à des projets qui permettraient de réconcilier l'humanité et la nature et non plus de les opposer.

Les comportements collectifs, les implications dans des associations permettraient de recréer du lien social [11], pour tendre vers des actions de plus en plus politiques, afin de relever les défis à venir. La réponse ne peut en effet qu'être multiscalaire, articulant le local et le global, sur plusieurs générations. Des liens sont donc à retisser, entre l'humain et son intériorité [12], entre l'individu et le collectif [13] et avec les autres éléments biotiques, comme les plantes et les animaux [14]. Se pose alors la question de la transcendance [15]⁷ à travers des problématiques morales et religieuses⁸. La plupart de ces

thématiques ont été abordées à l'occasion du colloque « Quel monde voulons-nous pour demain ? », organisé en novembre 2004, par le Groupe de réflexion et d'action pour une politique écologique (GRAPPE)⁹. Puis, en mai 2015, la Cité des territoires de Grenoble a organisé une rencontre intitulée « Sciences sociales et transitions énergétiques », regroupant différentes approches sur la transition écologique et sociale. Citons encore, le colloque tenu en 2018, à l'Agrocampus Ouest et aux universités Rennes 1 et 2, intitulé « Le vivant dans la transition socio-écologique ». Un discours porté par des scientifiques, des politiques ou des essayistes s'est ainsi imposé : l'urgence environnementale, sociale et économique devrait faire réagir.

À ce titre, la célébrité médiatique de la jeune Greta Thunberg est assez révélatrice : ses interventions devant les parlements suédois et français, comme son allocution à la conférence de Katowice en 2018 (COP 24) et son mouvement de « grève de l'école pour le climat » participent d'un discours plus général sur les conséquences inquiétantes des changements climatiques. Pourtant, malgré de récentes victoires contre l'emploi de pesticides ou la pollution au lisier, l'agro-industrie reste centrée sur la recherche de profits : délocalisation des entreprises, changement des structures de gestions, capitalisation, sous-traitance, affermage jusqu'au développement des États marchands. D'ailleurs, ce régime économique et social, caractérisé par la propriété privée des moyens de production, la primauté des détenteurs de capitaux, la concurrence entre les entreprises, l'initiative individuelle et la recherche du profit, est le capitalisme.

Concernant la pandémie, il n'est que de constater, la baisse des exigences pour une trentaine de produits estampillés label rouge, appellation d'origine protégée ou indication géographique protégée. Pendant la crise sanitaire, le cahier des charges des labels alimentaires est devenu moins exigeant, autorisant par exemple l'abattage de veaux de lait plus âgés [18], la surgélation des viandes, des poissons et des fromages. Au reste, le temps maximum d'attente de l'animal à l'abattoir est passé de 24 à 48 heures. Tous ces allègements ne sont pas sans conséquence sur la qualité des produits (viande moins tendre, altération du goût) ou encore sur le bien-être animal, mais cela n'apparaît pas sur les étiquettes. Ce manque d'information peut susciter de la défiance chez les consommateurs, même si toutes ces modifications sont consultables au *Journal Officiel*.

Malgré tout, le 22 avril 2020, en plein confinement, à l'occasion d'un déplacement, le président Emmanuel Macron a remercié « la ferme France » qui assure l'autonomie alimentaire du pays, appelant les citoyens à renouer « avec ce beau métier qui est celui de nourrir

⁷ Lesourt [15] propose, qu'après la consommation et l'accumulation, « l'amour de l'autonomie » soit au centre d'une nouvelle gestion de l'excédent. Cultiver l'autonomie dans le mode de vie permettrait de s'épanouir tout en respectant les seuils de longévité. Cela se traduirait par la généralisation d'idées : la frugalité gratifiante, la réappropriation d'outils relocalisés (comme les énergies renouvelables), l'avènement d'une économie des communs qui « propose une circulation de l'énergie reposant sur la constitution d'un réseau de ressources réutilisables » et une société fondée sur le concept de « convivialité », selon Illich [16]. Ce projet ne serait possible que grâce au recours au sacré. Il faut que la cause ait un « caractère sacré », que les activités de la sphère d'autonomie et la vie conviviale soient vécues comme des « activités sacrées » pour résister aux tentations d'un retour aux mécanismes d'accumulation.

⁸ Voir par exemple, la lettre encyclique *Laudato Si'* du Pape François, sur « La Sauvegarde de la Maison Commune » : http://w2.vatican.va/content/dam/francesco/pdf/encyclicals/documents/papa-francesco_20150524_enciclica-laudato-si_fr.pdf

⁹ Actes publiés sous le titre *Penser et agir avec Ivan Illich, balises pour l'après-développement* [17].

la nation »¹⁰. Par ce message, le chef de l'État a souligné l'importance de l'agriculture, en particulier celle de proximité, alors que le nombre d'agriculteurs ne cesse de diminuer [19] et que leurs productions ne sont, pour l'essentiel, pas assez rémunératrices [20-21]. Ces quelques mots ne sont pas sans évoquer ceux de Maximilien de Béthune, Duc de Sully, pour qui « *labourage et pâturage étaient les deux mamelles de la France* » [22].

La célébrité de Sully illustre l'importance de l'agriculture dans l'identité française. En 1945, la population française était encore pour moitié constituée de paysans, et la campagne « *demeurait la source de la vie, la mère de la population, le recours de la patrie* » tout du moins selon le Général de Gaulle [23]. Mais celui-ci reconnaissait lui-même que la situation avait évolué à partir des années 1950 : le plan Marshall, la mécanisation, la chimie et l'exode rural entamé dès la fin du XIX^e siècle, bouleversèrent la sociologie, l'économie et les paysages des territoires ruraux. Aux conditions matérielles difficiles qui caractérisaient les campagnes de l'époque moderne (1492-1789) à la Seconde Guerre mondiale, succéda une période de prospérité communément appelée les « Trente Glorieuses ». Jean Fourastié, père de l'expression, s'est ainsi fondé sur l'évolution du village de Douelle, dans le département du Lot, pour retracer les transformations de la société française, de 1945 à 1975 : modernisation des techniques agricoles, financements européens et fin de la « reproduction sociale », les fils d'agriculteurs ne reprenant plus forcément la ferme familiale. Ces changements, déplorés par Jean Ferrat dans *La Montagne*¹¹, ont permis d'augmenter la productivité et d'élever le niveau de vie dans les campagnes françaises. Mais d'autres difficultés sont alors survenues : accélération de l'exode rural et baisse des prix agricoles consécutive à l'abondance alimentaire.

Dans ce contexte, la part consacrée à la nourriture n'a cessé de baisser dans le budget des Français¹², tandis qu'augmentaient celles du logement, des transports, de la santé et des loisirs [24]. La mise en place de la politique agricole commune (PAC), à partir de 1962, a en outre complexifié les démarches pour les exploitants : dans le cadre de son application en France, les aides financières

et techniques, quand elles ont été mises en place, ont été d'amplitude variable, selon les modes de productions et les départements. La réforme de la PAC, en 2003, a ainsi introduit la notion de conditionnalité : les aides découplées sont désormais versées à condition que l'agriculteur respecte les bonnes pratiques agricoles et environnementales. Cette réforme a jeté les bases de la fin de la régulation et de la gestion des marchés [25]. Toutefois, d'une manière générale, la réforme de la PAC ainsi que l'application des accords européens de libre-échange complexifient les enjeux et les perspectives de l'agriculture française, tout en réduisant son ambition en matière de transition écologique [26] et en entraînant une spéculation sur les matières premières agricoles et les produits alimentaires [26].

En conclusion

Depuis la Seconde Guerre mondiale, le rapport des Français à la nourriture a profondément évolué. Avec l'apparition des grandes surfaces, dans les années 1950, on constate une rupture anthropologique : les Français mangent de moins en moins ce qu'ils produisent, contrairement aux ruraux de jadis [27]. Industrielle et uniformisée, la nourriture est de plus en plus transformée loin de ses consommateurs. Le supposé socle terrien, parfois associé à « *l'identité de la France* » [28] semble donc s'éroder. Pourtant, face à la pandémie de la Covid-19 et aux actions de la « *ferme France* », les valeurs agricoles reviennent au goût du jour. L'agriculture est à nouveau considérée socialement, tout comme certains emplois jusque-là peu qualifiés et dévalorisés (chauffeur-livreur, caissières, éboueurs, aides-soignants, etc.). Les Français reprennent conscience de l'importance et des difficultés du métier d'exploitant. Il n'est que de constater l'augmentation du prix des produits agricoles français, jugés de qualité, par rapport à la baisse de celui du pétrole, comme si la société redéfinissait ses valeurs en fonction de ses besoins de première nécessité.

Face à la crise sanitaire, les maraîchers français se sont ainsi organisés, en créant davantage de circuits courts, désignés par l'anglicisme « *drive* », qui se traduit par « services au volant ». Ils proposent aux consommateurs leurs productions, dans des cagettes, sur des points retraités (locaux d'association, parkings, etc.), et effectuent même des livraisons à domicile. Un élan de solidarité entre les agriculteurs et les particuliers s'est développé : il n'est qu'à voir l'abondante main-d'œuvre ayant rejoint, en vue des récoltes, « *la grande armée de l'agriculture française* »¹³, comptant près de 150 000 volontaires, le 30 mars 2020, alors que le confinement avait débuté le 17 mars [31]. Des réponses adoptées par des groupes d'entraide locaux – associations de quartier, d'agriculteurs ou de citoyens – peuvent aussi constituer des sources d'inspiration. Mises en place pendant la période

¹⁰ À l'occasion d'une visite dans le nord du Finistère le chef de l'État eut ces mots : « *Merci à la ferme France. Elle a tenu. On peut en être fier. J'espère que nos concitoyens vont être réconciliés avec ce beau métier qui est celui de nourrir la nation* ». Le président de la République a rendu hommage à l'ensemble des personnes assurant l'alimentation des Français. Cf. article de l'Agence France Presse, intitulé « *Macron en Bretagne pour "remercier la ferme France"* », paru dans *Challenges*, « Politique », le 22 avril 2020 : https://www.challenges.fr/politique/macron-en-bretagne-pour-remercier-la-ferme-france_706710

¹¹ « *Ils quittent un à un le pays, Pour s'en aller gagner leur vie, Loin de la terre où ils sont nés, Depuis longtemps ils en rêvaient, De la ville et de ses secrets, Du formica et du ciné, [...] Leur vie ils seront flics ou fonctionnaires, De quoi attendre sans s'en faire, Que l'heure de la retraite sonne, Il faut savoir ce que l'on aime, Et rentrer dans son HLM, Manger du poulet aux hormones* », paroles de *La Montagne*, de Jean Ferrat, en 1964.

¹² L'alimentation représentait 29 % du total du budget de consommation des ménages français en 1960, et seulement 17 % en 2017 [24].

¹³ Le 24 mars 2020, le ministre de l'Agriculture, Didier Guillaume, appelle les Français à rejoindre « *la grande armée de l'agriculture française* » [30].

de confinement, ces initiatives ont tenté de répondre aux attentes des populations, notamment urbaines, et en particulier des personnes défavorisées ; bien qu'après le déconfinement, il y a eu un retour massif vers les supermarchés et un abandon des commerces locaux. Ces initiatives, encore minoritaires, revendiquent pourtant la protection des individus plutôt que la quête du profit.

La biodiversité, au fondement de l'environnement, se joue aussi en ville. En agglomération, le développement des jardins collectifs par l'ensemble des acteurs locaux et régionaux permettrait, par exemple, aux plus fragilisés d'accéder à suffisamment de produits agricoles de qualité, abordables et nutritifs. Après l'inhumanité du confinement et de la distanciation (masques rendant difficile la communication verbale et l'interprétation des expressions faciales), cette forme d'agriculture durable pourrait en outre avoir des vertus sociales. Elle responsabiliserait les exploitants individuels quant à leur impact environnemental et foncier : ceux-ci deviendraient acteurs de leur alimentation, comme du paysage dans lequel ils évoluent, même si l'on peut douter d'une contractualisation entre les fermes et les firmes. La société pourrait chercher à assurer son socle au moyen du travail du sol, par-delà les jeux de l'économie concurrentielle (réseaux d'associations pour le maintien d'une agriculture paysanne [AMAP], vente directe, jardin pédagogique, etc.). Toutes ces conceptions réactiveraient alors un imaginaire agrarien profondément ancré dans le « roman national ». L'exaltation des travaux des champs en dépit de leur dureté s'inscrit en effet dans le patrimoine français. Olivier de Serres [32] le vantait en ces termes : « *Ainsi le pere & la mere de famille vivans & mesnageans, non seulement ils entretiendront leur maison en l'estat qu'ils l'ont eue de leurs Ancestres, ains l'augmenteront en revenu : d'où sortiront les moiens de satisfaire à toutes les despenses honnestes, pour eux, leurs enfans, & amis. Et avec telles commodités, passans doucement ceste vie, s'acqueront l'honneur d'avoir vertueusement vescu en ce monde : laissant à leurs enfans, bien instruits & morigenés, leur terre en bon estat, avec l'exemple de leur belle vie, richesse à priser par sur toute autre. [...] Et touchant les causes secondes (en bien labourant & espargnant) par la cognoissance des terroirs, qui est le fondement de l'Agriculture* ».

Ces vertus prêtées à l'effort agricole se retrouvent chez Jean de La Fontaine, dans la fable Le laboureur et ses enfants, inspirée du poète antique Esope, qui s'achève sur cette morale : « *Le Père fut sage, De leur montrer avant sa mort, Que le travail est un trésor* »¹⁴. Citons encore, parmi pléthore

de poètes, Georges Brassens, dont la chanson Pauvre Martin, s'inspire d'une œuvre de François Villon sur les salariés agricoles et les petits propriétaires fonciers ; ceux-ci peinent à exploiter un petit lopin et en tirent le minimum vital, modestement, sans se plaindre. En modernisant ces représentations au prisme des préoccupations actuelles – agriculture durable, réponses collectives à la crise sanitaire et environnementale – « alimentation et santé » pourraient devenir l'équivalent de l'ancienne maxime « labourage et pâturage », tant il est vrai que la sécurité alimentaire ne va plus de soi [34]¹⁵.

Ajoutons, qu'en 2021, dans le cadre de la PAC – qui entend se réformer pour les sept ans à venir – le budget a été fixé à environ 344 milliards d'euros. La PAC reste donc le premier poste budgétaire de l'Union européenne et tend à évoluer afin de mieux répondre aux défis du changement climatique, à travers la mise en place « d'écorégimes » : un système soutenant les programmes environnementaux plus exigeants. La PAC doit également participer aux objectifs du « Pacte vert » et à la neutralité carbone en 2050 : en baissant de 50 % l'usage des pesticides chimiques de synthèse, de 20 % les fertilisants de synthèse, et en convertissant au bio 25 % de la surface agricole européenne. Dans cet objectif, une récente étude montre que l'agroécologie, tout en étant moins aidée par la PAC, permet de produire autant que l'agriculture conventionnelle, laquelle repose sur l'usage d'engrais de synthèse et de pesticides [35]. L'agroécologie est une convergence entre l'agronomie et l'écologie. Elle cherche à rester productive tout en s'appuyant sur les fonctionnalités naturelles des écosystèmes. De plus, les agriculteurs qui se sont orientés vers l'agroécologie ont un modèle d'exploitation qui s'avère plus viable économiquement que les autres [36].

L'agroécologie apparaît donc comme une solution face au changement climatique, d'autant plus dans les territoires insulaires qui connaissent des stress hydriques (comme aux îles Tuamotu). Cependant, elle reste encore trop peu financée et rarement soutenue par les pouvoirs publics. Or, ce type d'agriculture pourrait s'avérer d'autant plus rémunérateur, si l'argent public de la PAC cessait d'être employé massivement pour subventionner l'agriculture conventionnelle. Il faudrait, à l'inverse, davantage soutenir l'agroécologie qui s'inscrit dans une démarche environnementale (réduction des gaz à effet de serre¹⁶, protection de la biodiversité en employant moins d'intrants et de

¹⁴ Dès le VII^e siècle av. J.-C., dans le monde grec, le poète Hésiode avait des accents similaires : dans *Les travaux et les Jours*, il chantait le travail de la terre sous l'égide des dieux, car « *travail bien ordonné est pour les mortels le premier des biens, travail mal ordonné le pire des maux. Ainsi vos épis au moment de leur plénitude ploieront vers la terre, si plus tard Zeus Olympien consent à leur donner une heureuse maturité ; vous écarterez de vos pots les toiles d'araignée, et j'espère que vous aurez la joie de tirer votre vie de chez vous.* », traduction de Paul Mazon [33]. Les fabulistes et les poètes latins comme Virgile reprirent ces conceptions, leurs œuvres inspirèrent ensuite les Modernes, comme La Fontaine.

¹⁵ Le rapport [34] présente des éléments qui permettent d'établir que nombre de personnes dans le monde, bien que ne souffrant pas de la faim, sont exposées à une insécurité alimentaire modérée, à savoir qu'elles ne sont pas toujours certaines de pouvoir se procurer à manger et se voient contraintes de ne pas manger en quantité suffisante ou de consommer des aliments de moindre qualité. C'est un phénomène de portée mondiale, qui sévit non seulement dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, mais aussi dans les pays à revenu élevé.

¹⁶ En France, le secteur agricole est responsable d'environ 19 % du total national des émissions anthropiques de gaz à effet de serre et de 85 millions de tonnes équivalent CO₂ émis en 2019, selon le ministère de l'Environnement, 2021 : <https://ree.developpement-durable.gouv.fr/themes/defis-environnementaux/changement-climatique/emissions-de-gaz-a-effet-de-serre/article/les-emissions-de-gaz-a-effet-de-serre-de-l-agriculture>

polluants dans les sols, les nappes phréatiques, etc.). Par ce modèle agricole, les exploitants rendent des services à l'intérêt commun, notamment à la santé des consommateurs. De plus, la pandémie liée à la Covid-19, nous renseigne sur la fragilité de notre souveraineté alimentaire, sur l'importance de la biodiversité qui constitue un rempart à ces possibles pandémies, zoonoses. Ceci doit donc inciter les pouvoirs publics à accompagner et soutenir ce type d'agriculture tout en rémunérant par des subventions ces exploitants qui intègrent dans leur mode d'exploitation ces enjeux environnementaux, de biodiversité ; et donc

cesser de subventionner des élevages industriels et l'agriculture intensive. Ainsi, le secteur agricole doit évoluer, notamment dans les communes où la pression foncière est importante, puis il doit s'adapter aux demandes sociétales. De nouveaux modes de production et de nouvelles pratiques agricoles sont donc à envisager. ■

Remerciements et autres mentions

Financement : aucun ; **liens d'intérêts** : l'auteur déclare ne pas avoir de lien d'intérêt.

Références

1. Pocard R, Bendahan A, Carvalho S, et al. Amazonie, la forêt qui cache la prairie. *Techniques & Culture* 2015 ; 63 : 146-61.
2. Aizen M. Coronavirus. La destruction des écosystèmes par l'humain favorise l'émergence d'épidémies. *Courrier International*, 2020. <https://www.courrierinternational.com/article/coronavirus-la-destruction-des-ecosystemes-par-lhumain-favorise-lemergence-depidemies>
3. Guegan J-F, Ayoub A, Cappelle J, De Thoisy B. Forests and emerging infectious diseases: Unleashing the beast within. *Environmental Research Letters* 2020 ; 47.
4. Chastel C. Emergence de virus nouveaux en Asie : les changements climatiques sont-ils en cause ? *Médecine et Maladies Infectieuses* 2004 ; 34 (11) : 499-505.
5. Hassanin A. Covid-19 : origine naturelle ou anthropique ? *The Conversation*, 2020. <https://theconversation.com/covid-19-origine-naturelle-ou-anthropique-136281>
6. OXFAM. *Les inégalités tuent*. Royaume-Uni : Oxfam International, 2022.
7. Rubercy J (de). *Une économie au service des 1 % : Oxfam pointe les profits inégaux des entreprises pendant la pandémie*. France Inter, « économie », 2020. <https://www.franceinter.fr/une-economie-au-service-des-1-oxfam-pointe-les-profits-inegaux-des-entreprises-pendant-la-pandemie>
8. Wallace R, Liebman A, Fernando Chaves LF, Wallace R. COVID-19 and circuits of capital. *Monthly Review* 2020 ; 72 ; 1. <https://monthlyreview.org/2020/05/01/covid-19-and-circuits-of-capital/>
9. Ghorra-Gobin C. Mondialisation et globalisation. *Géocroniques*, 2017. <http://geocroniques.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/a-la-une/notion-a-la-une/mondialisation-globalisation>
10. Voy-Gillis A. *Enjeux et déterminants de la réindustrialisation de la France*. Thèse en géographie sous la direction de Philippe Subra et de François Bost. Institut français de géopolitique, université de Reims, 2020. <http://blog.cnam.fr/politique/societe/demondialisation-la-crise-du-coronavirus-revele-une-tendance-de-fond-1152060.kjsp>
11. Frimousse S, Peretti JM. Impact social positif et création de valeur. *Question(s) de Management* 2020 ; 27 (1) : 91-130.
12. Andre C. *La vie intérieure*. Paris : L'Iconoclaste – France Culture, 2018.
13. Servigne P, Chapelle G. *L'entraide, l'autre loi de la jungle*. Paris : Ed. Les Liens qui Libèrent, 2017.
14. Houdard S, Thiery O. *Humains, non-humains. Comment repeupler les sciences sociales*. Paris : La Découverte, 2011.
15. Lesourt E. *Survivre à l'anthropocène*. Paris : PUF, 2018.
16. Illich I. *Œuvres complètes*. Tome 2 : Le Chômage créateur – Le Travail fantôme – Le Genre vernaculaire – H2O, les eaux de l'oubli – Du lisible au visible – Dans le miroir du passé. Paris : Fayard, 2005.
17. Dardenne M, Trussart G. *Penser et agir avec Illich, balises pour l'après-développement*. Bruxelles : Ed. Couleurs livres, 2005.
18. Watier C. Label rouge. Un mois de plus pour abattre les veaux. *La France Agricole*, 2020. <http://www.lafranceagricole.fr/actualites/elevage/label-rouge-un-mois-de-plus-pour-abattre-les-veaux-1,13,742981639.html>
19. Chardon O, Jauneau Y, Vidalenc J. Les agriculteurs : de moins en moins nombreux et de plus en plus d'hommes. *INSEE Focus* 2020 ; 212.
20. Belhakem N, Borey G, Dufretelle J. Des revenus agricoles élevés mais des disparités importantes. *INSEE* 2020 ; 119.
21. Bordet-Gaudin R, Logeais C, Ulrich A. Le niveau de vie des ménages agricoles est plus faible dans les territoires d'élevage. *INSEE Première* 2020 ; 1876.
22. Buisseret D, Barbiche B. *Les économies royales de Sully*. Tome II (1595-1599). Paris : Société de l'histoire de France, 1988.
23. Gaulle (de) C. *Mémoires d'Espoir*. Tome 1. Paris : Plon, 1970.
24. Consales G, Fesseau M, Passeron V. *Cinquante ans de consommation en France*. INSEE, Statistiques et études, 2009. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/1372376?sommaire=1372388>
25. Tchekemian A. *L'impact d'une politique publique agricole européenne sur les acteurs et les territoires ruraux. Étude de l'application du programme français de développement rural dans six territoires ruraux : Teyssières, Monts de Lacaune, Langres, Mené, Coteaux du Lyonnais, Ardèche méridionale*. Villeneuve d'Ascq : ANRT, 2016.
26. Dehut C. *Accords de libre-échange, politique commerciale agricole et stratégie environnementale de l'UE : enjeux et perspectives pour l'agriculture française*. Agricultures et territoires, Chambres d'agriculture, 2021.
27. Heim V, Lauraire P, Gery C. Le compte prévisionnel de l'agriculture pour 2021. Hausse généralisée des prix. *INSEE Première* 2021 ; 1883.

28. Daumas J.-C. Consommation de masse et grande distribution. Une révolution permanente (1957-2005). *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire* 2006 ; 91 : 57-76.
29. Braudel F. *L'Identité de la France, Les hommes et les choses*. Tome 2. Paris : Flammarion, 1987.
30. Brigaudeau A. *Coronavirus : quatre questions sur l'appel du ministre Didier Guillaume à rejoindre « la grande armée de l'agriculture »*. France Info, 2020. https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/coronavirus-quatre-questions-sur-l-appel-du-ministre-didier-guillaume-a-rejoindre-la-grande-armee-de-l-agriculture_3882307.html
31. Giraud L. Coronavirus : près de 150 000 volontaires pour aider les agriculteurs. *Le Monde*, 2020. https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/03/30/pres-de-150-000-volontaires-pour-aider-les-agriculteurs_6034875_3234.html
32. Serres (de) O. *Le théâtre d'agriculture et mesnage des champs*. Extrait de Huictiesme lieu : De l'usage des alimens et de l'honneste comportement en la solitude de la campagne, conclusion. Paris : Securitas Publica, 1605.
33. Le Guen B, D'ércole MC, Zurbach J. *De Minos à Solon, Naissance de la Grèce*. « La Grèce », chap. 8 Les sociétés grecques vues par leurs poètes. Paris : Belin, 2019.
34. FAO, FIDA, OMS, PAM, Unicef. *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2019. Se prémunir contre les ralentissements et les fléchissements économiques*. Rome : FAO, 2019.
35. Griffon M. L'agroécologie, un nouvel horizon pour l'agriculture. *Etudes* 2014 ; 12 : 31-9.
36. Gremillet A, Fosse J. Les performances économiques et environnementales de l'agroécologie. *France Stratégie* « La note d'analyse » 2020 ; 94.